

Newsletter



SOMMAIRE

1

2

3

4

5

6

SOMMAIRE

Emploi

Des dizaines de postes sont à pourvoir chez Picnic... chaque semaine
L'usine centenaire Dembiermont vise les 200 salariés
Un projet d'usine de recyclage de batteries avec 300 emplois de l'autre côté de la frontière
ID Logistics : 100 postes à pourvoir à Saint-Sauveur et bientôt 40 à Cambrai
Quelles retombées des milliards de Framatome pour Jeumont ?
L'impressionnant chantier de l'usine Chrystal plastic
Sous franchise, Salad&Co emploiera une vingtaine de personnes en fin d'année

Informations locales

Quand E-Valley devient la capitale de la logistique
L'industrie textile dans le Cambrésis, c'est la dentelle et « beaucoup plus »
À vos marques, pour le passage du relais de la flamme olympique mardi

Ouverture/ Entreprise

« Lundi 6 » ouvre ses portes aujourd'hui
Usine Agristo : de nombreuses craintes exprimées en réunion publique
Cevinor ferme deux magasins et arrête sa filiale AgriViandes

Hauts de France

L'emploi progresse au premier trimestre, mais la situation reste fragile

National

« En 2027, la France pourrait perdre sa souveraineté laitière »

« Lundi 6 » ouvre ses portes aujourd'hui

FONTAINE-AU-PIRE.

Lou Guénet, 24 ans, suit des études dans la comptabilité-gestion pendant trois ans, avant de remplir pendant trois autres années comme responsable de développement commercial en alternance. Et là, intervient la prise de conscience : « *J'ai décidé de ne pas poursuivre mes études et de tester autre chose. Je souhaitais travailler pour moi-même, avec mes propres idées, de par mon expérience acquise durant mes études allée à ma passion pour les vêtements.* » S'appuyant sur son vécu dans la création de sites Internet, Lou Guénet se lance et crée une boutique en ligne de prêt-à-porter féminin, entre vêtements et bijoux. Un style particulier ? « *Des vêtements décontractés ou non, de toutes les tailles, avec quelques grandes tailles* », précise la gérante.

Elle ouvre finalement le 1^{er} avril. Mais alors, pourquoi Lundi 6 ? C'est tout simplement la date de naissance de Lou Guénet, le lundi 6 septembre 1999. Le choix du commerce en ligne résonne comme une évidence, du fait de ses compétences digitales et surtout, dans un marché en plein essor où les modes et habitudes de consommation évoluent. « *Il fallait prendre le train en marche, chaque réseau social possède sa tranche d'âge spécifique pour attirer le public* », conclut l'entrepreneuse. Qui offrira un aperçu de ses articles à l'occasion d'un showroom aujourd'hui, dans un local d'exposition de Fontaine-au-Pire.

Aujourd'hui, de 14 h à 19 h, showroom au 6, rue Rousseau à Fontaine-au-Pire. Site internet : www.lundi6.com

Quand E-Valley devient la capitale de la logistique

Deux événements étaient organisés jeudi dans les (futurs) bâtiments La Redoute, sur le site E-Valley : un audacieux et réussi Salon de l'innovation et le 3 e forum « Vers la Valley de l'emploi ».

CAMBRÉSIS.

Le fondateur d'E-Valley David Taïeb n'a pas caché sa satisfaction que le Logistics innovation summit 2024 ait lieu sur sa plateforme logistique cambrésienne : « *On va démontrer le formidable potentiel d'innovation que nous avons en France* », a-t-il promis aux quelque 300 professionnels de la logistique réunis dans cette future extension des bâtiments du VPCiste La Redoute.

La logistique, ce n'est pas qu'un métier de transporteur de palettes ou de racks: c'est un métier qui devient mécanisé, technologique.

« *E-Valley ne pourra pas rester LE parc logistique des Hauts-de-France dans les prochaines décennies si on ne pense pas innovation, si on ne pense pas logistique 4.0, 5.0 ou même 6.0* », a confié son directeur de développement, Fabrice Galloo : « *La logistique, ce n'est pas qu'un métier de transporteur de palettes ou de racks : c'est un métier qui devient très mécanisé, très technologique... et c'est pour cette raison que nous avons créé ce salon.* »

Jeudi matin, les participants ont pu apprécier les idées d'améliorations ou d'équipements défendues par une vingtaine de start-up, des innovations dont profiteront nécessairement et rapidement nombre d'entrepôts et surtout de salariés de nos territoires. Le prix Logistique 360 2024 E-Valley est venu récompenser les trois plus innovantes. L'après-midi a été employé à deux tables rondes dédiées aux dernières tendances et défis de la logistique, puis à des présentations et visites...

« LA VALLEY DE L'EMPLOI »

À quelques pas de là, dans une salle voisine, ce sont plus de 500 personnes qui sont venues au troisième « Vers la Valley de l'emploi ». Des demandeurs d'emploi, mais aussi des étudiants ou des salariés désireux de reconversion de tout le Cambrésis, mais aussi d'ailleurs. Leur objectif : s'enquérir des opportunités d'emplois et des formations dans les métiers du transport, de la logistique, etc.

« *Ici, c'est comme dans les brocantes : on fait un premier tour ; on analyse... et après on revient !* », plaisantait en connaisseur un jeune homme avec son ami, alors qu'ils découvraient la soixantaine de stands s'offrant à leurs yeux.

À la différence près qu'en guise de bibelots, c'était ici des emplois (plus de 200) et des formations à saisir auprès d'une centaine de professionnels : sociétés d'intérim, structures de formations, spécialistes de l'emploi (France Travail, Cambrésis emploi...) et entreprises privées.

Les deux rendez-vous ont été un franc succès : il est déjà prévu de les reconduire l'an prochain.

Des dizaines de postes sont à pourvoir chez Picnic... chaque semaine

Même si aucune ouverture d'entrepôt n'est prévue dans la région en 2024, la société néerlandaise de livraison de courses à domicile recherche toujours des livreurs et des préparateurs de commandes

À la table des réussites économiques, Picnic peut savourer. Depuis son implantation en France en 2021 (à Anzin, près de Valenciennes), la société spécialisée dans la livraison de courses à domicile est devenue leader du marché dans la région « *alors que nous ne couvrons qu'un tiers du territoire* », remarque Grégoire Borgoltz, le directeur des opérations France de Picnic. Au total, ce sont 900 personnes qui travaillent au sein de l'entreprise néerlandaise, dont la moitié dans les Hauts-de-France où elle compte sept *hubs* – à Anzin, Grenay, Lomme, Noyelles-Godault, Petite-Synthe, Roncq et Wasquehal – et un entrepôt de 20 000 m² à Fretin. « *Chaque semaine, nous avons des dizaines de postes à pourvoir en CDI* », assure Grégoire Borgoltz. Premier métier recherché, « *des runners (livreurs) qui seront dans les voiturettes électriques pour effectuer les livraisons* », détaille le directeur France de Picnic. Véritables ambassadeurs de la société, ils sillonnent près de 200 communes des Hauts-de-France et livrent plus de 50 000 foyers. Pour ce poste, Picnic cherche à être le plus flexible possible. « *Nous proposons des contrats en temps partiel, en horaires fractionnés, pour que les étudiants – mais pas que – puissent aménager leur emploi du temps, au cas par cas* », explique Grégoire Borgoltz. En outre, les planning sont établis à la semaine et validés dix jours à l'avance. Second métier recherché, « *des shoppers (préparateurs de commandes) qui exerceront en entrepôt au sein de l'une des trois zones : surgelés, produits frais et produits secs* », précise le responsable. Les postes sont à pourvoir à temps plein pour la très grande majorité. « *Quelques temps partiels sont possibles, mais ce n'est pas fréquent* », ajoute-t-il. Quel que soit le métier convoité, tous les profils de candidat sont bienvenus, sans condition de diplôme ou d'expérience.

« Nous sommes sur du 50/50 »

En matière d'embauche, « *nous sommes sur du 50/50 : nous avons autant besoin de runners que de shoppers* », note Grégoire Borgoltz. Picnic met aussi un point d'honneur à assurer la parité homme-femme : « *Concernant nos effectifs, nous sommes sur du 50/50 également* », se félicite le directeur des opérations France de l'entreprise.

Autre élément d'attractivité : les perspectives (rapides) d'évolution. « *Cela peut aller très vite. Vous êtes embauché comme shopper et si vous démontrez de la motivation et des compétences, six mois plus tard, vous pouvez devenir shopper+, c'est-à-dire responsable d'équipe. Et au bout de quelques mois encore, captain (responsable de zone). En somme, les perspectives d'évolution peuvent être assez spectaculaires* », conclut Grégoire Borgoltz.

Les «runners» sillonnent près de 200 communes de la région et livrent plus de 50000 foyers.

L'usine centenaire Dembiermont vise les 200 salariés

Spécialisée dans les couronnes laminées sans soudure pour l'aéronautique, le spatial et la défense, Forgital-Dembiermont a connu des heures difficiles. Soutenue par l'État, l'entreprise hautmontoise a retrouvé des couleurs.

HAUTMONT.

Vénérable dame qui domine la Sambre – depuis cent quatante-trois ans tout de même ! – l'usine Dembiermont se délecte d'une seconde jeunesse. Après une période de turbulences, l'entreprise hautmontoise qui a fait sa réputation dans l'aéronautique avait bénéficié d'un coup de pouce de l'État, à hauteur de 800 000 €, dans le cadre du Plan de relance.

Nous avons besoin de métiers pour lesquels il n'y a pas d'école, ni personne sur le marché.

Depuis, la donne a changé, du tout au tout : Dembiermont projette un chiffre d'affaires à 75 millions d'euros, cette année. Du jamais-vu depuis la lente érosion amorcée en 2008 et les crises successives, économique d'abord, sanitaire ensuite, et enfin, énergétique.

« *Confiant* », Marc Hannecart l'est aujourd'hui de nouveau. « *L'entreprise se porte bien, assure le secrétaire général CFDT métaux du Nord - Pas-de-Calais, depuis vingt ans dans l'usine. J'ai connu la disparition des équipes de nuit, elles sont de retour.* » Connue pour ses couronnes laminées sans soudure destinées à l'aviation, l'entreprise doit en partie son salut à l'aérospatial et la défense. Un « *savoir-faire historique* », intimement lié au programme Ariane.

DES INVESTISSEMENTS ?

Dans sa conquête de l'espace, Dembiermont – propriété du groupe italien Forgital – a depuis séduit d'autres marchés porteurs, américains surtout, sur des contrats de plusieurs années. « *Quand la France envoie une poignée de satellites par an, d'autres le font par dizaines* », savoure Christian Haour, le président en poste depuis 2020. Qui, pour autant, n'en délaisse pas l'aéronautique. « *Les avions consomment de moins en moins de pièces en aluminium que nous fabriquons ici, plutôt en composite. S'il est en fin de vie, ce marché reste malgré tout croissant avec la hausse constante des vols.* »

Forgerons, tourneurs, ingénieurs... Avec 35 personnes recrutées depuis le début de l'année, Dembiermont ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, et porter à l'effectif à 200. Problème : « *Nous avons besoin de métiers pour lesquels il n'y a pas d'école ni personne sur le marché* », pointe Christophe Lafon, directeur des ressources humaines. Et pourtant, si l'entreprise préfère pour l'heure taire les montants, des « *projets d'investissement qui soutiennent la croissance* » sont dans les tuyaux. Les pieds sur terre, la tête, elle, dans les étoiles.

Recrutements : rh@forgital.com.

L'industrie textile dans le Cambrésis, c'est la dentelle et « beaucoup plus »

L'industrie du textile, très présente dans le Cambrésis, recouvre une multitude de productions et de métiers. Un forum dédié à cette filière est organisé jeudi, à Caudry.

CAUDRY.

La filière textile pèse encore, dans les Hauts-de-France, 10 600 salariés et 400 entreprises dont la moitié environ sur Roubaix-Tourcoing, Lille... et Cambrai. « *Le Cambrésis est un des quatre principaux bassins d'emploi recruteurs*, signale Sandrine Masson, directrice de l'agence France Travail de Caudry. *À eux quatre, ils réalisent 60 % des embauches de la région. Et c'est un des deux bassins les plus dynamiques avec l'Oise.* » Raison pour laquelle un forum dédié, « *le premier sur le territoire* », est organisé jeudi, à Caudry : « *L'été du textile* ».

On n'est pas uniquement dans une démarche de recrutement mais aussi de première sensibilisation à l'attrait du territoire. SANDRINE MASSON, AGENCE FRANCE TRAVAIL

UNE DIZAINE DE POSTES À POURVOIR

« *À Caudry, quand on pense textile, on pense dentelle ou, à la limite, mode et habillement*, relève Sandrine Masson. *Mais le textile, c'est beaucoup plus que ça !* » Parmi les treize entreprises qui ont confirmé qu'elles participeraient à l'événement, on trouve Bastien Tissage (tissage et la confection de textiles alimentaires, à Caudry), Dentelles Sophie Hallette (l'un des six dentelliers de Caudry), Trémois (production d'isolants acoustiques et thermiques pour véhicules, au Cateau-Cambrésis), Productions Hyodall (capitons funéraires, à Bertry), ou encore Dickson Constant (leader mondial des textiles techniques qui s'installe à Hordain, aux portes du Cambrésis). Un échantillonnage qui en dit long sur la variété des métiers et des compétences dans la filière textile.

Une dizaine de postes seront à pourvoir jeudi, « *de l'ouvrier non qualifié à l'ingénieur* ». Sandrine Masson compte, au-delà de ce nombre, sur un effet d'« *opportunité* » lors du speed-dating. Dans cette filière en particulier, où bon nombre de professionnels sont formés en interne, « *c'est plus la personne, la rencontre, qui suscite l'intérêt* ».

« *On n'est pas uniquement dans une démarche de recrutement mais aussi de première sensibilisation à l'attrait du territoire* », complète la directrice de l'agence France Travail caudrésienne.

Des organismes de formation seront présents également jeudi. Il n'y en aura aucun du Cambrésis dans la mesure où le seul à proposer un cursus textile, le lycée Jacquard de Caudry (avec un bac pro Métiers de la mode), ne pourra pas être représenté. La plupart des organismes sont établis autour de Roubaix et de Tourcoing, d'où l'intérêt de les faire connaître, selon Sandrine Masson, à ceux qu'intéresse cette filière. Une filière porteuse d'emplois. Début 2024, dans son étude régionale sur les besoins de main-d'œuvre, France Travail comptabilisait dans les Hauts-de-France 975 projets de recrutement dans la filière textile, habillement, cuir et chaussure. Un chiffre en hausse de 8,5 %.

Un projet d'usine de recyclage de batteries avec 300 emplois de l'autre côté de la frontière

DOUR (B).

Le lundi 24 juin à 18 heures, une réunion d'information préalable à la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement se tiendra au centre Athéna, 14, rue Emile-Estiévenart. Le groupe BE-VOLT Battery Cell SRL a introduit une demande de permis unique de classe 1 visant la construction et l'exploitation d'une unité de recyclage de batteries lithium-fer-phosphate (LFP). « *Les communes de Dour, Boussu, Hensies et Quiévrain ont été désignées comme susceptibles d'être affectées par le projet.* »

La société ABEE (Avesta Battery and Energy Engineering) est sur un investissement de 60 millions d'euros qui devrait déboucher sur 300 emplois directs. ABEE a jeté son dévolu sur un site de 70 000 m² dans le parc industriel de Dour, qui appartient à l'intercommunale IDEA. « *Il est proche de notre autre usine dans le zoning de Seneffe-Manage, dont nous espérons commencer la construction d'ici mai 2024* », expliquait à l'époque Noshin Omar, le président et fondateur d'ABEE.

Suite à l'opposition de la population aux différents projets récents (Envirolead à Ghlin et l'usine de biométhanisation à Hautrage), Noshin Omar s'était montré rassurant en nous expliquant que le processus de son groupe était beaucoup plus propre et respectueux de l'environnement et qu'aucun gaz ne serait émis, car tout serait filtré. « *L'impact sur l'environnement sera nul.* »

Fin novembre, le bourgmestre de Dour Carlo Di Antonio se réjouissait de l'intérêt des entreprises pour le zoning. « *A priori, c'est positif* », avait-il ajouté. Selon lui, le recyclage se fera de manière mécanique et non chimique. Il ne devrait donc pas y avoir de rejets dans l'air.

PLUSIEURS OBJECTIFS

Cette réunion d'information a plusieurs objectifs. D'abord, permettre au demandeur de présenter son projet. Ensuite, permettre au public d'émettre ses observations et suggestions. L'idée est aussi de mettre en évidence les points qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences et enfin, présenter les alternatives techniques qui peuvent être envisagées par le groupe ABEE afin qu'il en soit tenu compte.

Toute personne peut, jusqu'au mardi 9 juillet inclus, émettre ses observations et suggestions concernant le projet, par écrit au collège communal de Dour ou par mail à urbanisme@communedour.be.

Usine Agristo : de nombreuses craintes exprimées en réunion publique

Le 12 juin, de nombreuses questions ont fusé lors de la réunion d'ouverture de la concertation publique relative à l'installation de l'usine Agristo. Le challenge est annoncé pour les porteurs du projet : rassurer les habitants quant aux éventuelles nuisances de fonctionnement du site et sur l'environnement.

Escaudœuvres. Rassurer et coconstruire, tels sont les mots d'ordre de la direction d'Agristo. Le spécialiste belge de la frite et des préparations à base de pommes de terre ambitionne de construire une usine sur le site de l'ancienne sucrerie de Tereos à Escaudœuvres. Elle se confronte aussi au mécontentement de riverains et d'habitants du Cambrésis, inquiets des répercussions sur leur vie quotidienne et l'environnement. C'est pourquoi les Belges ont sollicité la commission nationale du débat public, offrant à chacun la possibilité d'obtenir des réponses.

PLUS DE 2 H 30 DE DÉBAT

Le 12 juin, lors du lancement de cette concertation d'un mois, le maire scaldobrigien Thierry Bouteman a défendu le combat mené pour « *préserver les emplois et l'industrie agroalimentaire* », comme le refus de se « *retrouver avec un squelette industriel au cœur de la commune* ». Son installation conforterait Escaudœuvres dans son élan, avec la perspective « *d'augmenter la population et d'éviter certaines fermetures de classe* » tout en contrant une diminution du « *montant d'attribution de la compensation versée par la communauté d'agglomération (CAC)* » finançant « *en partie les investissements, l'aménagement et l'embellissement* » de la commune.

Plusieurs spectateurs, parmi les quelque 120 personnes du public, ont rapidement manifesté leur scepticisme, lorsqu'ils ont eu la possibilité de « *prendre la parole spécifiquement sur l'organisation de la concertation* ».

Premier à s'exprimer, Philippe Lesage, chargé de mission au parc naturel régional de l'Avesnois, s'interrogeait sur l'intégration du monde agricole, avec l'assurance que ces acteurs de l'agriculture pourront questionner les porteurs du projet au cours de l'atelier thématique du 27 juin, dédié à « *la dynamique socio-économique dans la cadre du projet* ».

Francis Bouffletz, de l'association AQVERSE (Association pour la qualité de vie, l'environnement des riverains de la sucrerie d'Escaudœuvres), rassemblant des riverains fermement opposés à l'installation de l'usine, a longuement listé « *les procédures réglementaires par l'État* », puis rappelé ses inquiétudes quant aux possibles nuisances redoutées par le collectif. Une habitante d'Eswars s'est alarmée de l'amplitude horaire des poids lourds. Elle a exprimé ses craintes sur la dégradation de la qualité de l'air, les façades et la baisse de la valeur des biens immobiliers. D'autres ont pointé la présence d'ammoniac et le devenir des bassins de décantation. Des questionnements si nombreux que les organisateurs ont clôturé le débat après 2 h 30, rappelant que ces rencontres et la plateforme en ligne visent à les entendre pour élaborer des solutions consensuelles.

Site de la concertation publique :

www.concertation-agristo.fr

Une habitante s'est alarmée de l'amplitude horaire des poids lourds et ses craintes sur la dégradation de la qualité de l'air.

Cevinor ferme deux magasins et arrête sa filiale AgriViandes

Le groupe Cevinor ferme deux magasins de sa filiale Les Boucheries du Bocage, à Solesmes et Maubeuge, pour n'en conserver que quatre. Et stoppe, le 30 juin, l'activité d'AgriViandes, sa filiale de viande en gros.

Solesmes. L'avenir du groupe Cevinor s'écrira désormais avec quatre magasins de sa filiale Les Boucheries du Bocage, au lieu de six, et sans sa filiale de viande en gros, AgriViandes, à compter du 30 juin. Des décisions en lien avec la baisse de la consommation de viande. Mais pas que. Certes, depuis fin 2021, les Français mangent moins de viande dans le circuit traditionnel. Ça n'a pas échappé à Yves Carpentier, directeur général de Cevinor.

« Parce que son porte-monnaie le guide, le consommateur se dirige vers une offre d'entrée de gamme pour trouver des produits moins chers et des alternatives aux viandes traditionnelles avec des produits transformés, des boulettes, des élaborés de volaille, de la protéine pas cher. Les viandes rouges sont particulièrement impactées ». Comme Cevinor joue la qualité avec de la viande provenant d'élevages locaux, l'impact est réel.

« Depuis 2021, les viandes de boucheries, les charcuteries et la volaille ont subi des hausses de prix exponentielles (de 15 à 20 % selon les catégories). C'est très bien pour les producteurs et les adhérents de Cevinor mais il a été impossible de répercuter ces hausses de prix à nos clients consommateurs. »

FIN DE L'ACTIVITÉ D'AGRIVIANDES AU 30 JUIN

Dans le même temps, les charges énergétiques ont explosé. *« Par an, c'est plus de 100 000 € en plus ». La fermeture des magasins à la limite de la rentabilité, comme Solesmes et Maubeuge, s'est imposée. Cinq salariés des Boucheries du Bocage ont vu leur emploi supprimé. Restent les magasins d'Avesnes, de Landrecies, de Marly et de Wattignies désormais. « À Maubeuge, comme on ne s'est pas entendu avec la municipalité sur les conditions d'implantation du marché couvert, on a préféré se retirer du projet ». La filiale AgriViandes cessera le 30 juin son activité. « On a subi la disparition de plusieurs catégories de clientèles et d'enseignes. Au total, c'est 22 % du volume d'activité et 325 tonnes de ventes par an qui ont disparu entre fin 2021 et fin 2023. C'est une trentaine de clients qui ont disparu. On livrait beaucoup de magasins bio qui avaient des rayons traditionnels sur la métropole et dans la région. Il y en avait 14, il en reste 2. On a perdu la fourniture de tous les magasins Prise Direct' et Gamm Vert et on a eu des dépôts de bilan de bouchers et quelques grossistes comme Defroidmont. Ce sont des clients qui ont disparu, pas qui sont allés chez un concurrent ».*

AGRIVIANDES, C'ÉTAIT 16 SALARIÉS

AgriViandes livrait de la viande aux boucheries de détail, aux grossistes, à la restauration collective. Et comptait 16 salariés. *« 85 % des salariés des Boucheries du Bocage et d'AgriViandes concernés par la suppression de leur poste ont eu une ou deux propositions de reclassement dans le groupe ou en externe notamment dans le groupe Bigard. Les 15 % autres sont des personnes qui étaient en fin de carrière ou pour qui il était intéressant de basculer en retraite anticipée. Chacun a fait son choix mais tout le monde pouvait avoir une proposition de reclassement ». Pour Yves Carpentier : « Le groupe a les moyens de se restructurer, l'important c'était de le faire à temps ! ».*

ID Logistics : 100 postes à pourvoir à Saint-Sauveur et bientôt 40 à Cambrai

Le groupe de logistique renforce les équipes de son récent entrepôt dans la Somme et de son futur site dans le Nord. Et il continue d'embaucher dans ses huit autres implantations régionales.

Alexandre Druel, le directeur des ressources humaines France chez ID Logistics, l'annonce d'emblée : « *Nous reproduisons le modèle de recrutement de Brebières 3.* » En 2021, le groupe spécialisé dans la gestion de la chaîne logistique d'entreprises avait en effet ouvert un troisième entrepôt dans la commune de Brebières « *qui avait généré 300 embauches à l'époque* », souligne le responsable. Pour le nouveau site de Saint-Sauveur*, près d'Amiens (Somme), qui est entré en service le 13 mai, « *nous tablons sur 300 recrutements également dont 250 opérateurs de production en conditionnement et agents logistiques polyvalents. Nous ouvrons aussi une cinquantaine de postes managériaux et administratifs : manager d'équipe, personnel de maintenance, service QHSE (qualité, hygiène, sécurité et environnement), fonctions support, etc.* » énumère le DRH.

« Des formations adaptées »

Mais en quoi consiste le modèle de recrutement Brebières 3 ? « *Le bassin d'emplois dans la région est compliqué : beaucoup de concurrences et pas assez de main-d'œuvre*, résume Alexandre Druel. *Nous avons donc changé de paradigme de recrutement. Avant, nous recrutons des profils ayant déjà une expérience. Mais face aux difficultés, nous avons fait le choix de nous ouvrir aux profils débutants.* » Concrètement, « *nous sommes entrés en relation avec France Travail pour construire un parcours de recrutement avec des formations adaptées* », détaille le DRH qui se félicite également d'avoir « *43 % des effectifs de Brebières 3 qui sont des femmes dans un secteur d'activité majoritairement masculin* ».

Sur l'ensemble des Hauts-de-France, 1 700 personnes travaillent pour ID Logistics. « *C'est notre première région en matière d'effectifs et de chiffre d'affaires*, note Alexandre Druel. *Nous travaillons à la fois avec des acteurs de la grande distribution, pour la partie retail et food retail, mais aussi avec des entreprises du e-commerce.* » Des embauches ont d'ailleurs lieu tout au long de l'année pour chacun des neuf sites régionaux, « *avec des pics d'activité saisonniers, notamment en fin d'année* », relève le DRH. En moyenne, « *dix à quinze embauches sont réalisées par site* », évalue-t-il.

Les recrutements sont donc en cours et d'autres vont prochainement suivre puisqu'un dixième entrepôt va ouvrir près de Cambrai en novembre : 80 postes y seront à pourvoir, mais « *une moitié est destinée à la mobilité interne* », prévient Alexandre Druel. Une quarantaine de CDI seront donc ouverts aux candidatures externes. Comme pour Saint-Sauveur, les principaux besoins concerneront les opérateurs de conditionnement et les agents logistiques polyvalents.

*** ID Logistics compte neuf sites dans la région : Lesquin et Santes dans le Nord, Billy-Berclau, Brebières (trois entrepôts), Dourges et Libercourt dans le Pas-de-Calais, Saint-Sauveur dans la Somme.**

«Nous avons fait le choix de nous ouvrir aux profils débutants», explique le DRH France chez ID Logistics.

Quelles retombées des milliards de Framatome pour Jeumont ?

Framatome, spécialisé dans l'industrie du nucléaire, a signé des contrats de plusieurs milliards d'euros liés à la construction de la centrale Sizewell dans l'est de l'Angleterre. Ce qui a des retombées pour l'usine de Jeumont. Interview avec son directeur, Olivier Ledun.

JEUMONT.

On a prévu 115 embauches en 2024, dont la moitié a déjà été réalisée.

– Quel impact va avoir la signature des contrats signés par le groupe Framatome, liés à la construction d'une nouvelle centrale en Angleterre, sur l'usine de Jeumont ?

C'est un impact évidemment positif, le site de Jeumont va contribuer à fournir l'équipement pour la chaudière nucléaire de Sizewell C, en fournissant les pompes pour les circuits primaires et les mécanismes de commandes de grappes.

– Qu'est-ce que ça représente en termes de volumes ?

Pour Sizewell C, on est sur la même volumétrie d'équipements que pour Hinkley Point C, qui est le premier projet qu'on avait pour le Royaume-Uni. Pour Sizewell C, on parle de 182 mécanismes de commande de grappes et neuf groupes de motopompes primaires.

– Et en niveau d'activité ?

Rien que le contrat Sizewell, dans les 3, 4 années qui viennent, ça va représenter environ un tiers de la charge de l'activité de l'usine. C'est quand même assez significatif. Là, on finit de livrer les équipements pour Hinkley point C, on finit la production des mécanismes de grappes cette année, il nous reste également à finir la production des groupes motopompes primaires qui avance au bon rythme, ils seront finis l'année prochaine.

– Est-ce que le site a toujours connu une période de forte activité ?

Historiquement, il y a eu des bas, entre 2010 et 2020 environ, à la suite de l'incident de Fukushima, à la suite duquel le nucléaire n'avait pas le vent en poupe. La situation s'est fortement inversée dernièrement, on constate depuis 2020, 2021, une augmentation assez significative de l'activité, année après année, aussi tirée par le programme Hinkley point C dont on a parlé. Toute cette croissance d'activité va s'étaler sur quasiment toute une décennie, entre 2020 et 2030 pour atteindre un haut niveau d'activité, à horizon 2028, 2029, au moment où on sera en plein dans la production des équipements pour le programme EPR de France qui va également fortement contribuer à l'activité du site.

– Est-ce que des emplois supplémentaires vont être créés pour répondre à la demande ?

Oui, avec cette demande qui augmente, que ce soit par les contrats français ou anglais, on a effectivement notre niveau d'activité qui est globalement à la hausse et qui va être à la hausse sur toute la période 2024/2030. En 2022 et 2023, on a déjà réalisé plus de cent embauches sur le site, et pour cette année, pour se préparer à ces nouveaux contrats, on a prévu 115 embauches en 2024, dont la moitié a déjà été réalisée.

– Quels types de profils sont recherchés ?

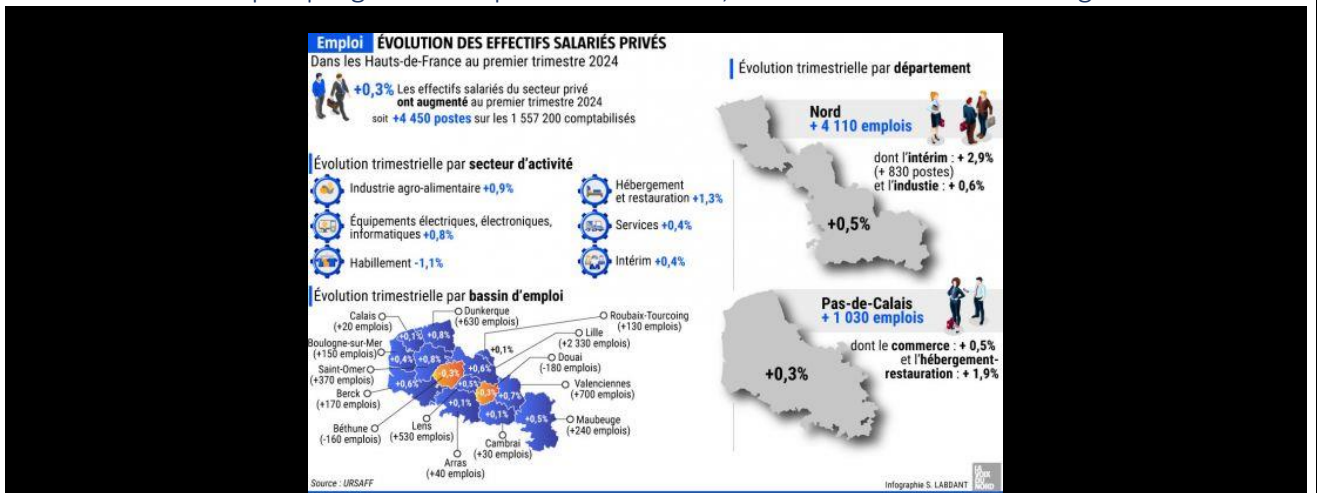
On recherche des profils assez variés ; on a un gros besoin au niveau de notre bureau d'ingénierie parce que le site de Jeumont fait à la fois les études de conception et toute la partie achat, approvisionnement et fabrication, on a vraiment tout le cycle intégré, de la conception à la production, et donc on cherche des profils d'ingénieurs responsables techniques, matériaux, mécanique. On a également des postes au niveau de la planification, et évidemment au niveau de la partie opération, en production, que ce soit des contrôleurs dimensionnels, des usieurs, monteurs, essayeurs, tous les corps de métiers dont on a besoin pour réaliser la production de nos équipements. On se renforce également au niveau des méthodes, contrôles techniques, puisqu'on a un gros enjeu, également, de transformation de notre site et d'aménagement des postes de travail.

– Est-ce que les personnes peuvent postuler chez vous, même en n’ayant jamais travaillé dans l’industrie nucléaire ?

Oui, On est bien conscients que sur le marché, tout le monde n’a pas forcément ces spécificités-là, d’où nos programmes de formation en interne, qui permettent aux personnes qui nous rejoignent d’acquérir ces compétences spécifiques au nucléaire au travers d’écoles de formation ou de programmes spécifiques. En parallèle, on travaille avec des écoles pour de plus en plus colorer certains parcours de formation d’éléments dont on a besoin en termes de compétence pour répondre à nos enjeux dans la filière nucléaire. C’est un travail qu’on a commencé à faire avec certaines universités ou écoles d’ingénieurs.

Pour postuler, aller sur [framatom.com](https://www.framatome.com), rubrique candidats

L'emploi progresse au premier trimestre, mais la situation reste fragile



L'économie de la région a créé 4 450 postes au cours des trois premiers mois de l'année. Au regard d'une conjoncture qu'on dit morose, c'est bien. Mais tous les voyants ne sont pas au vert, loin de là !

NORD ET PAS DE CALAIS.

On peut aussi se demander si ce recours à l'intérim ne trahit pas une fragilité.

La conjoncture « est étonnamment plutôt bonne ». C'est en tout cas l'analyse de Laury Ducombs, directeur de l'URSSAF Hauts-de-France, au vu des derniers chiffres de l'emploi que ses services collectent. Un baromètre de l'emploi qui montre que le Nord et le Pas-de-Calais sont (avec l'Île-de-France et la Bretagne) dans le palmarès des régions qui créent le plus d'emplois : 0,5 % au premier trimestre (par rapport au dernier de 2023).

À l'échelle des Hauts-de-France, la progression est de 0,3 % (+ 0,2 % sur un an). Sur les trois derniers mois, 5 140 postes ont été créés dans la région. En détaillant davantage, ce sont le Nord (+ 0,5 %) et le Pas-de-Calais (+ 0,3 %) qui tirent la tendance, positive, après une stagnation de l'emploi salarié.

Au crédit de cette progression inattendue, on peut mettre la plutôt bonne santé de l'industrie (+ 0,2 % ce dernier trimestre, + 0,4 % sur un an) avec en tête l'agroalimentaire, la fabrication d'équipements électriques ou de machines.

A contrario, le textile/habillement plombe ce bon bilan. La construction, après deux trimestres stables, retrouve le chemin du rouge (- 0,4 %), le commerce est stable, mais le secteur de la restauration est en belle progression (+ 1,3 %). Quant aux services, ils progressent, mais l'informatique est à la peine (- 1,5 %). Prudence toutefois. Après la période de Covid, l'intérim avait beaucoup baissé au profit de l'emploi plus pérenne. Les entreprises, désireuses de garder leurs salariés, basculaient directement sur d'autres contrats comme le CDI. Et après cinq trimestres de baisse, le travail temporaire remonte. On peut le voir sous l'angle positif, signe d'une activité économique qui frémit.

On peut aussi se demander si ce recours à l'intérim ne trahit pas une fragilité. En hausse de 0,4 % dans la région, il est en forte progression dans le Nord (+ 2,9 %).

HAUSSE DES PROCÉDURES DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Autre signe de prudence : en 2023, les procédures de redressement judiciaire ont progressé de 48 % dans le ressort du tribunal de commerce de Lille Métropole et les liquidations de plus de 22 %. « *Le nombre de défaillances est supérieur au niveau de 2019* », complète Laury Ducombs. Et après trois années où l'URSSAF avait mis en pause le recouvrement forcé des cotisations, le rythme de ces procédures a repris à un rythme normal. Toutefois, le taux du reste à recouvrer (la part des cotisations qui ne sont pas versées) est « *à un niveau très satisfaisant* ». Les entreprises ne sont pas forcément sur le fil du rasoir.

L'impressionnant chantier de l'usine Chrystal plastic

Elles sont arrivées hier matin. Des poutres de béton de 27 mètres de haut, du côté de la zone industrielle, constituent le squelette du nouveau site de Chrystal plastic, basé à Caudry.

CAUDRY. Dorénavant, ces monolithes de béton dominant le ciel de la zone industrielle de Caudry. Le Parthénon d'Athènes 2.0 ? Non. Juste le fruit d'un investissement de 12 millions d'euros sortis de la poche de l'entreprise Chrystal plastic. La société spécialisée dans la production de film plastique pour l'agroalimentaire, l'hygiène ou les eaux minérales, qui possède deux sites dans la ville de la dentelle, cherchait à élargir son site B depuis 2023.

55 À 110 EMPLOIS

« Le but, c'est de faire en sorte que le site soit totalement autonome en termes de matière première », clarifie Clément Dufour, directeur général administratif chez Chrystal plastic. Et qui dit agrandissement, dit forcément embauche pour occuper ce nouvel espace large de 12 000 m² ... *« Nous commencerons à recruter à partir de septembre, mais le site ne sera opérationnel qu'à partir du 1^{er} janvier »,* souligne le DGA. On parle de 55 à 110 emplois créés, selon la communauté d'agglomération du Caudrésis-Catésis (CA2C), qui avait donné son aval en 2023 en modifiant son plan local d'urbanisme (PLU).

Vingt-sept mètres, c'est la hauteur de ces gigantesques poutres longilignes. Pourquoi une taille aussi élevée ? *« Pour accueillir les machines servant à l'extrusion du plastique, qui mesurent 20 mètres de hauteur. Pour l'instant, il n'y en aura qu'une, mais le site peut au total en accueillir quatre »,* répond Clément Dufour.

« En 2027, la France pourrait perdre sa souveraineté laitière »

Sodiaal est la première coopérative laitière française avec des marques comme Candia, Yoplait ou Entremont. Jean-Michel Javelle, son nouveau président, élu le 19 juin, a participé cette semaine aux journées nationales des nouveaux installés à Awoingt, dans le Cambrésis. Première prise de parole.

RÉGION.

Nous avons vocation à être une entreprise durable, respectueuse des hommes, de l'environnement.

– Quelle est la présence de Sodiaal dans notre région ?

« Sodiaal est la première coopérative laitière de France avec 15 300 éleveurs, 8 500 exploitations, 9 000 collaborateurs, 4,2 milliards de litres de lait collecté et 4,7 milliards de litres de lait transformé (grâce à des contrats avec d'autres coopératives). Dans notre découpage « Nord », qui comprend les Hauts-de-France et la Normandie, nous comptons 1 295 exploitations pour 678 millions de litres de lait collectés. Nous y disposons également de quatre sites industriels (1) dont celui d'Awoingt, dans le Cambrésis, qui est dédié au lait de consommation et à la crème.

L'an dernier, nous avons réalisé une belle année avec 5,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires au niveau national et 81 millions d'euros de résultat, dont 61 millions ont été redistribués. Pour un exploitant moyen, qui collecte 500 000 litres de lait, cela représente 6 300 euros. »

– Comment expliquez-vous cette performance ?

« Nous avons fait un énorme travail à travers le plan stratégique #Value. Nous avons réorganisé, réalisé des investissements productifs. Dans le contexte de la loi EGalim, nous avons défendu la valeur de notre lait. Nous consolidons aujourd'hui la totalité des résultats suite à la reprise de Yoplait en France et en Europe. L'ensemble de nos filiales ont aussi réalisé de belles innovations. Skyr, par exemple est leader de son segment sur le marché de l'ultra-frais. Toutes nos activités ont retrouvé un peu de lumière, redonnant du baume au cœur à nos éleveurs.

Aujourd'hui, le prix du lait – tous nos prix du lait Sodiaal avec nos AOP, toutes nos segmentations – s'est établi en moyenne à 497 euros, ce qui est enfin significatif même si nous ne comptons pas nous arrêter là. Enfin, nous avons vocation à être une entreprise durable, respectueuse des hommes, de l'environnement. »

– Comment concilier rémunération juste des producteurs et juste prix pour les consommateurs ?

« Je pense que nous avons réussi cet équilibre en 2023. Nous avons constaté l'an dernier qu'il n'y avait pas eu de forte baisse de la consommation de produits laitiers malgré l'inflation. Signifier, par exemple, qu'une brique de lait doit valoir au moins un euro n'est pas quelque chose d'outrageux au vu du contexte. Et c'est un engagement qui doit être pris par les consommateurs. Nous entendons le sujet de l'inflation, mais il faut remettre les priorités là où on souhaite les mettre et l'alimentation doit être l'une de ces priorités. Nous sommes cependant préoccupés par certains distributeurs qui, face à l'inflation, tiennent un double discours en disant qu'ils veulent maintenir une agriculture française, qu'ils sont sensibles à ce qui s'est passé au début de l'année avec les manifestations et qui, en parallèle, rentrent des fromages du nord de l'Europe pour gagner quelques centimes. Notre ancrage à nous, c'est le lait français. »

– Quelles mesures de protection de l'environnement prenez-vous ?

« Nous sommes capables de mesurer l'empreinte carbone des exploitations. Elles sont toutes engagées dans la démarche, à des degrés divers. Nous les accompagnons, y compris financièrement, dans leurs démarches, sur les économies d'énergie, la gestion des effluents d'élevage, le recours à des protéines françaises, non OGM, la plantation de haies qui a des effets sur la biodiversité et limite l'érosion des sols... On entend que l'élevage de ruminants accélère le réchauffement climatique, mais les prairies naturelles sont des éléments de captation du carbone. La vache est la solution. »

– Comment faire face au défi du renouvellement des générations ?

« Aujourd’hui, nous remplaçons deux éleveurs sur trois qui partent à la retraite. C’est insuffisant. On estime qu’en 2027, potentiellement, la France pourrait perdre sa souveraineté laitière. Nous risquons de manquer de lait pour approvisionner nos outils industriels.

L’an dernier, nous avons installé 226 jeunes. Notre objectif, c’est 250 par an. Pour favoriser les installations, il faut une juste rémunération, une vie sociale acceptable, mais aussi des formations, notamment dans leurs démarches liées à l’embauche et à l’emploi. Nous accompagnons ceux qui veulent s’installer, y compris financièrement. Grâce à notre taille, nous pouvons avoir un impact assez massif. »

1. Doullens (dans la Somme, pour Nutribio, spécialisé dans la nutrition infantile), Airaines (dans la Somme, pour Euroserum qui produit des ingrédients laitiers) et Maromme (en Seine-Maritime, pour la marque de fromages Entremont).

Sous franchise, Salad&Co emploiera une vingtaine de personnes en fin d'année

En fin d'année dernière, l'arrivée d'un Salad&co sur l'Ecopark du Raquet était annoncée. Les travaux avancent et l'enseigne de restauration, qui ouvrira un gros restaurant sous franchise, recrutera une vingtaine de personnes en fin d'année.

SIN-LE-NOBLE.

L'enseigne de bar à salades née à Lomme en 2009, très appréciée dans la région, avait annoncé en fin d'année dernière son arrivée prochaine sur l'Ecopark du Raquet, face à la ZAC du LUC, à Sin-le-Noble. Salad&Co, qui compte déjà une douzaine d'établissements en propre, y ouvrira l'un de ses trois premiers restaurants sous le régime de la franchise. La chaîne de restauration a d'ailleurs rencontré les entrepreneurs intéressés lors du salon Franchise Expo à Paris, pour ouvrir des établissements à Sin-le-Noble donc, mais aussi à Saint-Quentin dans l'Aisne et à Rouen en Seine-Maritime.

UN RESTAURANT DE 500 M²

« *Le chantier est en cours, et si tout va bien, le restaurant de Sin-le-Noble devrait ouvrir en décembre ou janvier dans la zone du Raquet, avec un gros parking, détaille Sébastien Dupont, responsable franchise de l'enseigne. Pour ce restaurant de 500 m², il y aura le recrutement d'une petite vingtaine de personnes en fin d'année.* » L'établissement sera géré par un entrepreneur familier du concept de la location-gérance dans la grande distribution.

Cet investissement de « *quelques millions d'euros* » sera implanté à une quinzaine de kilomètres du plus proche Salad&Co, installé depuis dix ans dans l'Héninois. Et juste à côté de deux autres restaurants qui ont ouvert en septembre et octobre 2023 rue Françoise-Sagan, sur la zone en plein développement : le resto italien Volfoni et la brasserie Au bureau, qui avaient alors recruté respectivement vingt-neuf et trente-cinq salariés et qui ont manifestement trouvé leur clientèle.

Un quatrième restaurant doit voir le jour à côté mais l'enseigne n'est pas connue pour le moment.

À vos marques, pour le passage du relais de la flamme olympique mardi

CAMBRAI.

Impossible, en passant par le centre-ville ces jours-ci, de le rater. Non, il ne s'agit pas, comme l'ont pensé certains internautes, d'un cornet de glace, mais bien d'un pochoir de flamme olympique. Car la ville se prépare à accueillir le passage de son relais ce mardi 2 juillet.

À 14 h 10, le parcours débutera devant l'office de tourisme pour terminer à la halle de sport Pierre-de-Coubertin (près de la gare) à 14 h 30.

Des « anneaux » olympiques ont été accrochés porte de Paris. Si leur forme est carrée, c'est qu'il est interdit de les reproduire pour quiconque n'est pas le comité olympique, une charte très précise étant à respecter par les collectivités organisatrices du relais de la flamme. Tout le centre-ville sera en fête ce mardi, avec une place Aristide-Briand transformée en stade d'athlétisme, et des animations proposées par des associations sportives locales.

Attention : le stationnement sera interdit sur le parcours dès la veille, 23 heures, et la circulation compliquée en centre-ville de 11 heures à 15 heures. L'agglo a décidé de rendre ses bus gratuits pour l'occasion.

Newsletter



À la semaine prochaine

